

(N° 393)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 JUILLET 1924.

Projet de loi concernant la protection des eaux minérales et thermales. (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. **GOLENVAUX**.

MESSIEURS,

L'eau, indispensable pour la nutrition, s'est révélée dans beaucoup de cas comme un précieux agent curatif.

On comprend donc le grand intérêt qui s'attache à la salubrité des eaux alimentaires et aux qualités leur communiquées par les substances minérales qu'elles contiennent en dissolution.

Véhicule très fréquent des germes spécifiques de certaines maladies, l'eau de boisson doit offrir toutes garanties au sujet de sa pureté ; elle doit être exempte des produits de décomposition de matières organiques d'origine animale et des substances toxiques qui peuvent la polluer.

Lorsqu'elle possède, soit naturellement, soit par suite d'une préparation artificielle, des propriétés médicinales, il importe que celui qui l'absorbe en soit averti ; l'action spéciale de ces qualités est en effet de nature à s'exercer de façon favorable ou nuisible suivant l'âge, la constitution ou l'état de santé du consommateur.

Enfin, les eaux destinées au commerce doivent être livrées de façon à éviter des tromperies et méprises au sujet de leur caractère naturel ou artificiel, de leur origine et de leur mode de préparation.

(1) Projet de loi, n° 292.

(2) La Commission était composée de MM. GOLENVAUX, président, BRUSSELMANS, DAVID, HOEN, JASPAR, JENNISSEN, SOUDAN et TROCLET.

La législation et la réglementation actuellement en vigueur sont insuffisantes pour parer aux inconvénients et satisfaire aux nécessités signalées. Elles consistent en une série de dispositions hétérogènes, souvent surannées ou désuètes, constituées par toute une série de stipulations difficiles à coordonner et puisées dans les lois et arrêtés des régimes français, hollandais et belges.

Cette législation peut, en effet, d'après les indications données par l'Administration du Service de santé et de l'hygiène, se résumer comme suit, la légalité de certains arrêtés anciens étant même contestée :

D'abord en ce qui concerne les eaux de boisson en général :

a) Législation concernant le voisinage des cimetières, portant défense de creuser aucun puits sans autorisation préalable à moins d'une certaine distance des cimetières désaffectés ou transférés hors des communes. (Décret impérial du 7 mars 1808. Arrêtés du 19 avril 1828 et du 5 juillet 1829.)

b) Arrêtés relatifs au régime des établissements dangereux, insalubres et incommodes ou à la police du travail édictant défense de préparer les eaux à l'aide d'un moteur mécanique sans autorisation préalable et imposant qu'il soit satisfait aux dispositions réglementaires concernant la salubrité des ateliers. (Arrêtés royaux du 20 janvier 1863, du 28 mai 1884, du 31 mai 1887, du 21 septembre 1894. Règlement général du 30 mai 1903 pris en suite de la loi du 24 décembre 1903.)

c) Dispositions du Code pénal stipulant implicitement :

Défense de mélanger à l'eau des matières de nature à donner la mort ou à altérer gravement la santé, ainsi que de vendre des eaux que l'on sait contenir pareilles matières. (Articles 454 à 457.)

Défense de faire payer pour des eaux un prix fortement exagéré, en employant à cette fin des manœuvres frauduleuses. (Article 496.)

Défense de tromper un acheteur sur l'origine ou la nature d'une eau de boisson. (Article 498.)

Défense de falsifier une eau de boisson ainsi que de vendre une eau falsifiée ou contrefaite. (Articles 500 à 503.)

Défense de vendre des eaux gâtées ou corrompues. (Art. 561.)

d) Article 90 du Code rural punissant « ceux qui, volontairement, auront jeté ou fait jeter dans un puits, un abreuvoir ou une fontaine soit publiques, soit privées, des corps organiques ou tout autre matière de nature à corrompre l'eau ou à la rendre impropre à l'usage domestique ».

Nous citerons en second lieu en ce qui concerne particulièrement les eaux minérales l'arrêté du Directoire exécutif du 29 floréal an VII (18 mai 1799). Il stipule :

« ART. 8. — Le débit et distribution des eaux hors de la source n'auront lieu que dans les bureaux de distribution qui seront établis sous l'approbation du Ministre de l'Intérieur.

« Art. 17. — Tout propriétaire qui découvrira dans son terrain une source minérale sera tenu d'en instruire le Gouvernement, pour qu'il en fasse l'examen; et, d'après le rapport des commissaires nommés à cet effet, la distribution en sera permise ou prohibée suivant le jugement qui en aura été porté. »

Ces dispositions qui comportent donc la défense de préparer les eaux minérales pour la vente et de les vendre ou débiter sans autorisation préalable du Gouvernement, sont peut être vétustes; elles sont cependant toujours en vigueur malgré le peu de soin que l'on ait apporté à en assurer l'observation.

Examinons maintenant quelles dispositions légales ou réglementaires s'appliquent spécialement aux eaux gazeuses. Nous enregistrons les suivantes :

Défense de les préparer sans autorisation préalable si l'acide carbonique est produit dans l'établissement même; obligation de satisfaire aux dispositions réglementaires concernant la salubrité des ateliers. (Arrêtés, indiqués ci-dessus, relatifs au régime des établissements dangereux, insalubres ou incommodes et à la police du travail.)

Défense de mettre les eaux gazeuses ou acides en contact direct avec certains métaux et de livrer au commerce les dites eaux ayant subi pareil contact. (Arrêtés royaux relatifs aux ustensiles, vases et récipients employés dans l'industrie et le commerce des denrées alimentaires des 10 décembre 1890, 17 juin 1891 et 15 septembre 1891.)

Enfin en ce qui concerne les eaux exclusivement destinées aux usages médicaux telles que les eaux fortement sulfatées ou ferrugineuses, les eaux sulfurées, les eaux arsénicales, l'on doit obéir aux dispositions de la loi et des arrêtés relatifs à l'exercice de l'art de guérir et au commerce des poisons. La vente en est réservée aux pharmaciens, parfois aux droguistes, et généralement soumise à l'obligation de la mention sur étiquettes de substances entrant dans la composition. (Loi du 12 mars 1818; arrêtés royaux du 31 mai 1885 et du 1^{er} mars 1888.)

Ajoutons pour terminer cet exposé que la législation qui régit en général la matière est définie par la loi du 4 août 1890 relative à la falsification des denrées alimentaires; chargeant le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer la salubrité de ces denrées et la moralité de leur commerce.

*
* *

L'Administration du service de santé et de l'hygiène du Ministère de l'Intérieur et le Conseil supérieur d'hygiène pensent que c'est au moyen d'un arrêté pris en exécution de la susdite loi du 4 août 1890, que l'on peut assurer une réglementation définitive et précise du régime des eaux de boisson.

Cet arrêté, étudié pendant de longues années, est mis au point depuis 1922.

S'appliquant à toutes les eaux livrées en récipients clos, destinées à la vente pour la consommation humaine, le règlement projeté détermine successivement les interdictions du chef de nocivité, les garanties relatives à la nature, à la composition et à l'origine des eaux, les sanctions appuyant l'exécution des mesures imposées.

Son article 1^{er} proscriit l'emploi des eaux de surface ou des eaux souterraines

non suffisamment filtrées; il stipule les précautions à prendre pour mettre les locaux, appareils, ustensiles et récipients employés à l'abri de toute cause de contamination.

L'article 2 précise les eaux qui sont déclarées nuisibles.

L'article 3 établit la distinction des eaux classées parmi les eaux de régime ou les eaux médicinales, peu propres ou totalement impropres à servir de boisson habituelle, en raison de leur teneur relativement élevée en substances actives.

L'article 4 indique les déclarations imposées concernant les eaux artificiellement modifiées dans leur composition.

L'article 5 consacre l'usage rationnel des qualifications d'eau naturelle, d'eau de source, etc.

L'article 6 exige l'indication de la provenance des eaux.

Enfin l'article 7 stipule les sanctions appliquées aux infractions.

Votre Section centrale appelle de tous ses vœux la prompte mise en vigueur de ce règlement destiné à compléter heureusement, à préciser et à coordonner les mesures si disparates qui régissent jusqu'à présent la production et la vente des eaux alimentaires.

Elle eût même, un instant, l'intention d'introduire, par voie d'amendement à la présente loi, les principales dispositions qu'il prévoit.

Il lui paraît indispensable en effet que la loi protège en même temps que l'adduction de nos richesses aquifères, la moralité du commerce et la prospérité qui en découle. Elle ne peut admettre que l'on continue à fabriquer, à transporter, à vendre sous le nom d'eau minérale naturelle ou d'eau gazeuse naturelle, toute eau qui n'aura pas été remouteillée à la source même et qui contiendra un élément liquide ou gazeux ne provenant pas du sous-sol.

C'est pour ne pas empêcher, en présence des dangers signalés, le vote rapide de la loi présentement déposée que votre Section centrale a préféré ne pas étendre, même très utilement, sa portée. Elle a été amenée, d'ailleurs, à prendre cette résolution par l'espoir fondé, qu'elle a, de voir la prochaine mise à exécution de l'arrêté préparé par le Conseil supérieur d'hygiène.

Si cette espérance était déçue il resterait à ceux qui s'intéressent vivement à la question des eaux de boisson, à user de leur droit d'initiative pour assurer législativement la solution qu'ils appellent de tous leurs vœux.

Nous signalons aussi que l'on souhaite une modification des dispositions si anciennes relatives aux eaux minérales et aux puits situés à proximité des cimetières.

Mais il y a mieux à faire encore. L'arrêté de 1799 concernant les eaux minérales étant en fait, depuis très longtemps, tombé en désuétude dans notre pays, devrait être remplacé par une loi nouvelle dont le Conseil supérieur d'hygiène a fixé en ces termes la bienfaisante mission : « Elle subordonnerait à une autorisation préalable et toujours révocable le captage, la préparation et la vente des eaux dites minérales, ou, comme le dit l'ordonnance française du 18 juin 1823 « toute entreprise ayant pour effet de livrer ou d'administrer au public des eaux

« minérales naturelles ou artificielles », et même le captage ou la préparation de toutes eaux de boisson pour la vente en récipients clos. Cette loi pourrait avoir les plus heureux résultats : le retrait de l'autorisation, dont seraient perpétuellement menacés les industriels malhonnêtes, serait autrement efficace pour la répression des abus que les sanctions, relativement bénignes, établies par les dispositions légales actuellement appliquées. »

Telle serait la législation et la réglementation qui pourraient résoudre définitivement le problème des eaux de boisson et d'alimentation.

Le Gouvernement n'a pas encore cru pouvoir l'envisager dans son ampleur ; il nous présente une loi sur la protection des eaux minérales et thermales, — dont l'intérêt est limité, pour le moment, aux sources de la ville de Spa, de Chevron et de Chaudfontaine — qui ne remédie qu'à une faible partie des inconvénients signalés.

. . .

Le présent projet de loi a pour but d'assurer la protection des sources d'eau minérale et thermalé, qui constituent une richesse nationale, en les préservant des entreprises qui pourraient modifier leur régime ou altérer leurs qualités.

Ce n'est donc qu'une partie du problème de la question des eaux de boisson que l'on nous convie de résoudre.

Le Gouvernement a jugé bon de le solutionner immédiatement en le distrayant de l'ensemble des mesures législatives et réglementaires qu'il reconnaît indispensables et dont il a préparé si patiemment les bases.

Les raisons qu'il invoque pour justifier ce fractionnement de la solution généralement souhaitée ont leur importance. Par suite des retards mis à l'institution de dispositions légales et administratives assurant un régime sanitaire général si désirable, de graves périls menacent l'exploitation de nos sources d'eau minérale et thermale.

Les sources appartenant à la ville de Spa, dont l'Etat a pris en charge les travaux de captage, sont l'objet de certaines tentatives menaçantes qui pourraient compromettre ou influencer un débit auquel est hautement intéressée la prospérité de notre célèbre région balnéaire et climatologique.

Par l'organe de son président, le Conseil supérieur de l'hygiène publique nous signale que le corps médical de Spa est en émoi et que la Commission gouvernementale, ayant signalé le danger, attend avec anxiété qu'il soit donné promptement suite aux mesures de protection ici proposées au législateur.

L'Académie royale de médecine nous a communiqué officiellement le vœu qu'elle a adopté à l'unanimité, en séance du 31 mai 1924, pour appuyer le projet de loi : « Elle insiste à nouveau sur les dangers que présente pour les sources de Spa l'insuffisance des mesures actuelles de protection. »

Comme le rappelle l'Exposé des motifs, seule jusqu'à présent la source minérale dite le « Pouhon Pierre le Grand » a été l'objet d'une mesure législative de préservation. Une loi du 31 juillet 1889 la déclare d'utilité publique et lui assure protection dans un périmètre déterminé.

Pour toutes les autres sources minérales belges, aucune disposition légale ne permet de résister aux propriétaires des terrains sous lesquels elles circulent.

Les intérêts particuliers mal compris peuvent ainsi compromettre les richesses aquifères qui constituent un élément de la prospérité nationale.

* * *

Le Gouvernement a donc pensé qu'il fallait courir au plus pressé; il n'a toutefois pas voulu limiter aux seules eaux spadoises l'action préservatrice qu'il nous propose de poursuivre. Il demande de l'étendre au profit des sources minérales et thermales appartenant à l'État, aux provinces, aux communes ou à des associations de communes.

Son projet est en grande partie la simple reproduction de dispositions prévues dans les articles 14 à 20 du Projet de loi sanitaire déposé successivement par M. le Ministre Berryer en 1911 d'abord, puis en novembre 1912. Cette œuvre d'ensemble tendait à assurer le bon état sanitaire du pays en provoquant les efforts combinés de l'administration centrale, des administrations locales, des associations et des particuliers pour l'amélioration de l'hygiène. Une Commission spéciale de la Chambre consacra à cette étude douze laborieuses séances; ses travaux firent l'objet d'un remarquable rapport de M. Auguste Melot, déposé le 5 mai 1914.

Depuis lors, hélas! ce véritable code sanitaire tout préparé a été frappé de caducité et n'a point encore pu franchir l'obstacle qui s'oppose si malencontreusement à ce qu'il soit soumis à un nouvel et définitif examen.

C'est donc un petit chapitre de cette grande œuvre que nous vous convions à voter faute de mieux.

Le projet en lui-même demande peu de développements.

C'est le Gouvernement, sur avis conforme de l'Académie de Médecine, qui déclarera l'utilité publique et assurera la protection des sources.

Celle-ci sera efficace dans un périmètre déterminé par arrêté royal après l'accomplissement de formalités sérieuses de publicité, d'enquêtes, d'avis de la Députation permanente, de recours, etc., comme en matière d'expropriation.

Les dispositions spéciales reprises dans les articles de la loi n'ont été l'objet d'aucune observation de la part de la Section centrale.

Elle vous invite donc, sous le bénéfice des observations, des réserves et des vœux émis plus haut, d'adopter le projet de loi tel qu'il est présenté.

Le Président-Rapporteur,

FERNAND GOLENTAUX.

(N^o 393)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 JULI 1924.

Ontwerp van wet omtrent de bescherming der minerale en thermale wateren. (1)

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER GOLENVAUX.

MIJNE HEEREN,

Het water, dat onmisbaar is voor de voeding, is in vele gevallen gebleken een kostbaar geneesmiddel te zijn.

Men begrijpt dus waarom er zoo groot belang wordt gehecht aan den gezonden toestand van het drinkwater en aan de eigenschappen daaraan verleend door de minerale bestanddeelen welke er zijn in opgelost.

Daar het drinkwater zeer dikwijls de specifieke kiemen van zekere ziekten overbrengt, moet het alle waarborgen bieden van reinheid; het moet vrij zijn van de ontbindingsproducten van organieke stoffen van dierlijken oorsprong, en van vergiftingsbestanddeelen die het kunnen bederven.

Wanneer het water, hetzij door de natuur, hetzij door eene kunstmatige bereiding, geneeskundige eigenschappen bezit, moet degene die het drinkt daarvan op de hoogte zijn; de bijzondere werking van deze eigenschappen kan inderdaad volgens den leeftijd, een gunstigen of een ongunstigen invloed uitoefenen op de lichaamsgesteldheid of den gezondheidstoestand van den verbruiker.

Eindelijk, het water bestemd voor den handel, moet op zoodanige wijze geleverd worden dat men bedrog en vergissing vermijde wat betreft het natuurlijk of kunstmatig karakter, zijn oorsprong of de wijze van bereiding.

* *

De thans bestaande wetgeving en regeling zijn onvoldoende om de bezwaren te weren en aan de aangehaalde noodwendigheden te voldoen. Het zijn eenige

(1) Wetsontwerp, n^o 242.

(2) De Commissie bestond uit de heeren GOLENVAUX, voorzitter, BRUSSELMANS, DAVID, HOEN, JASPAR, JENNISSEN, SOUDAN en TROCIET.

heterogene voorschriften, vaak verouderd en buiten gebruik, die voortvloeien uit eene reeks bepalingen die moeilijk zijn samen te ordenen en geput zijn uit de wetten en besluiten van de Fransche, Hollandsche en Belgische regimes.

Volgens de aanduidingen van het Beheer van den Gezondheids- en Hygiëne-dienst, kan deze wetgeving — de wettelijkheid van sommige oude besluiten wordt zelfs betwist — inderdaad worden samengevat als volgt :

Vooreerst wat betreft het drinkwater over het algemeen :

a) Wetgeving betreffende de nabijheid van kerkhoven, waarin verboden wordt putten te graven, zonder voorafgaande toelating, op minder dan een zekeren afstand van de overgebrachte kerkhoven, of deze overgebracht buiten de gemeenten (Keizerlijk decreet van 7 Maart 1808. Besluiten van 19 April 1828 en van 5 Juli 1829).

b) Besluiten betreffende het stelsel der gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke inrichtingen, of de politie op den arbeid waarbij het verboden is water te bereiden met behulp van mechanische drijfkracht zonder voorafgaande toelating en waarbij wordt opgelegd dat moet voldaan worden aan de bepalingen van het reglement betreffende de gezondheid der werkhuizen (Koninklijke besluiten van 20 Januari 1863, 28 Mei 1884, 31 Mei 1887, 21 September 1894. Algemeen reglement van 30 Mei 1905 opgemaakt ten gevolge van de wet van 24 December 1903).

c) Bepalingen van het Strafwetboek waarbij nitdrukkelijk is voorgeschreven :

Verbod stoffen, die den dood kunnen veroorzaken of ernstig de gezondheid benadeelen, te mengen met het water, en ook water te verkoopen dat men weet dergelijke stoffen te bevatten (artikelen 454 tot 457.)

Verbod een al te overdreven prijs te doen betalen met daartoe bedrieglijke middelen te gebruiken (art. 496).

Verbod een kooper te bedriegen over den oorsprong of den aard van drinkwater (art. 498).

Verbod drinkwater te vervalschen of vervalscht of nageemaakt water te verkoopen (artikelen 500 tot 503).

Verbod bedorven of verrot water te verkoopen (art. 561).

d) Artikel 20 van het Landelijk Wetboek dat straft : « Degenen die vrijwillig, in een put, een drinkbak of eene fontein, hetzij openbare, hetzij private, hebben geworpen of doen werpen organieke lichamen of eender welke andere stof die het water kan bederven of onbruikbaar maken voor huishoudelijk gebruik. »

Wat hoofdzakelijk betreft de minerale waters, zullen wij in de tweede plaats aanhalen het besluit van het uitvoerend Directoire van 29 Floréal jaar VII (18 Mei 1799). Het luidt.

ART. 8. — Het verkoopen en het verdeelen van het water buiten de bron, heeft enkel plaats in de verdeelingsbureelen die worden ingericht onder goedkeuring van den Minister van Binnenlandsche Zaken.

ART. 17. — Elke eigenaar die op zijn grond eene minerale bron ontdekt, is gehouden daarvan kennis te geven aan de Regeering, opdat deze het onderzoeken;

en, volgens het verslag van de commissarissen daartoe benoemd, zal de verdeling toegelaten of verboden worden volgens het oordeel dat er werd over uitgesproken. »

Deze bepalingen, welke dus inhouden en het verbod minerale waters te bereiden voor den verkoop, en ze te verkoopen zonder voorafgaande toelating van de Regeering, zijn misschien verouderd; zij zijn nochtans altijd van kracht hoe weinig men ook gedaan heeft om ze te doen toepassen.

Onderzoeken wij nu welke bepalingen van wetten of reglementen toepasselijk zijn op het spuitwater. Dan vinden wij het volgende :

Verbod dit te bereiden zonder voorafgaande toelating wanneer het koolzuur gemaakt wordt in de inrichting zelve; verplichting te voldoen aan de bepalingen van het reglement betreffende de gezondheid der werkhuizen. (Besluiten, hooger aangeduid, betreffende het stelsel der gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke werkplaatsen en de arbeidspolitie.)

Verbod het spuitwater of de zure waters in rechtstreeksche aanraking te brengen met zekere metalen en zulke waters, die daarmede in aanraking geweest zijn in den handel te brengen. (Koninklijke besluiten betreffende de werktuigen, kroezen en inhoudsmaten gebruikt in de nijverheid en den handel in eetwaren, van 10 December 1890, 17 Juni 1891 en 15 September 1891.)

Wat betreft het water uitsluitend gebruikt voor geneeskundige doeleinden, zooals de zwavelzuur- of ijzerinhoudende waters, de sulfidehoudende waters, de arsenikhoudende waters, moet men zich houden aan de voorschriften van de wet en van de besluiten betreffende de uitoefening van de geneeskunde en den handel in vergiften. De verkoop er van is voorbehouden aan de apothekers, soms aan de drogisten en over het algemeen onderworpen aan de verplichting op de etiketten de bestanddeelen te vermelden die dezelve samenstellen. (Wet van 12 Maart 1818; Koninklijke besluiten van 31 Mei 1885 en van 1 Maart 1888.)

Om deze opsomming te sluiten, voegen wij er nog bij dat de wetgeving, die over het algemeen de kwestie regelt, wordt beheerscht door de wet van 4 Augustus 1890, betreffende de vervalsching van de eetwaren, waarbij de Regeering gelast wordt de noodige maatregelen te treffen om de onschadelijkheid van deze waren en de moraliteit van hun handel te verzekeren.

* *

Het Beheer van den Gezondheids- en Hygiënedienst van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en de Hoogere Gezondheidsraad denken dat men door een besluit, genomen ter uitvoering van voornoemde wet van 4 Augustus 1890, eene definitieve en nauwkeurige regeling kan treffen voor het stelsel van het drinkwater.

Dit besluit, gedurende lange jaren bestudeerd, is sedert 1922 klaar.

Het ontworpen reglement, toepasselijk op alle waters geleverd in vaten welke bestemd zijn verkocht te worden voor menschelijk verbruik, bepaalt achtereenvolgens de redenen van de schadelijkheid, de waarborgen betreffende den aard,

de samenstelling en den oorsprong der waters; de strafbepalingen die de uitvoering van de opgelegde maatregelen bekrachtigen.

Het eerste artikel verbiedt het gebruik van niet voldoende gefiltreerd boven- of ondergronds water; het bepaalt de voorzorgen die dienen genomen te worden om de gebruikte plaatsen, toestellen, gereedschap en vaten te beschutten tegen alle besmetting.

Artikel 2 bepaalt de soorten water die als schadelijk worden verklaard.

Artikel 3 maakt het onderscheid van de waters geschikt onder de waters die voor een regime worden gebruikt of de geenskundige waters, die weinig geschikt of geheel ongeschikt als gewone drank, om reden van de betrekkelijke groote hoeveelheid actieve bestanddeelen, die zij inhouden.

Artikel 4 geeft aan welke verklaringen zijn opgelegd betreffende de waters die, op kunstmatige wijze veranderd zijn in hunne samenstelling.

Artikel 5 bekrachtigt het gebruik van de benamingen: natuurlijk water, bronwater, enz.

Artikel 6 eischt de aanduiding van den oorsprong der waters.

Eindelijk, artikel 7 bepaalt de strafbepalingen toepasselijk bij de overtredingen.

Uwe Middenafdeeling vraagt met aandrang dat dit reglement onverwijld zou van kracht gemaakt worden, daar het op gelukkige wijze de zoo onsamenvangende maatregelen, die tot nu toe de productie en den verkoop van drinkwater regelt, aanvult, omschrijft en samenordent.

Een oogenblik heeft zij er zelfs aan gedacht, door middel van een amendement, bij de onderhavige wet, de hoofdpunten er van hier in op te nemen.

Het schijnt haar inderdaad volstrekt noodig, dat de wet niet alleen den aanvoer van onzen waterrijkdom beschermt, maar ook de moraliteit van den handel en de welvaart die er uit voortvloeit. Zij kan niet dulden dat men voortga met het fabricceeren, vervoeren of verkoopen, onder de naam van natuurlijk mineraal water, of natuurlijk spuitwater, eender welk water dat niet bij de bron zelf op flesschen zal zijn getrokken, en dat een vloeistof of een gas inhoudt die niet uit den ondergrond komen.

Om tegenover deze gevaren eene spoedige goedkeuring van het wetsvoorstel niet te beletten, heeft uwe Middenafdeeling er de draagkracht niet willen van uithreiden zelfs waar dit nuttig zou geweest zijn. Zij werd ten andere daartoe gebracht door de gegronde hoop dat het besluit opgemaakt door den Hoogen Gezondheidsraad weldra zou ter uitvoering gelegd worden.

Werd deze hoop teleurgesteld, dan blijft aan degenen, die belang stellen in het vraagstuk van het drinkwater, niets anders over, dan gebruik te maken van hun recht van initiatief om door de wet eene oplossing te verzekeren die zij uit al hunne krachten verlangen.

Wij wijzen er ook op, dat men eene wijziging verlangt van de zoo verouderde bepalingen betreffende de minerale waters en de putten gelegen nabij de kerkhoven.

Er dient echter nog meer gedaan. Daar het besluit van 1799 op de minerale waters feitelijk sedert lang verouderd is in ons land, zou het moeten vervangen worden door eene nieuwe wet waarvan de Hoogere Gezondheidsraad de weldoende

taak volgenderwijze heeft uitgedrukt : « Zij zou aan eene voorafgaande en altijd intrekbare machtiging onderwerpen de winning, bereiding en den verkoop van de zoogenaamde minerale waters, of, zooals de Fransche ordonnantie van 18 Juni 1823 het zegt » elke onderneming die voor doel heeft aan het publiek te leveren of te bezorgen natuurlijke of kunstmatige minerale waters », en zelfs het opvangen of bereiden van alle drinkwaters voor de verkoop in gesloten vaten. Deze wet zou de gelukkigste uitslagen kunnen hebben : het intrekken van de machtiging, waarmede de oneerlijke industrieelen voortdurend zouden bedreigd zijn, zou heel wat doeltreffender zijn voor het beteugelen der misbruiken, dan de tamelijk zachte strafbepalingen vastgesteld door de thans van toepassing zijnde wet.

Zoo zouden de wet en het reglement zijn, welke definitief het vraagstuk van het drinkwater en het voedingswater zouden kunnen oplossen.

De Regeering heeft nog niet geoordeeld het in zijn ganschen omvang te kunnen aanvatten; zij biedt ons eene wet op de bescherming der minerale en thermale waters, — waarvan het belang zich voor het oogenblik beperkt tot de bronnen van de stad Spa, — welke wet slechts een klein deel van de opgesomde bezwaren oplost.

* *

Het wetsontwerp heeft voor doel de bronnen van mineraal en thermaal water van Chevron en Chaudfontaine, welke een nationale rijkdom zijn, te beschermen tegen de ondernemingen welke hun toestand zouden kunnen wijzigen of hunne hoedanigheden bederven.

Het is dus slechts een deel van het vraagstuk van het drinkwater waarvoor men ons eene oplossing vraagt.

De Regeering heeft het nuttig geoordeeld dit onmiddellijk op te lossen door het af te scheiden van het geheel der wetgevende en regelingsmaatregelen die zij wel erkend noodig te zijn en waarvan zij met zoo groot geduld de grondslagen heeft voorbereid.

De redenen die zij aanhaalt om de splitsing van de algemeen gewenschte oplossing te verklaren, zijn niet zonder belang. Tengevolge van het lange wachten, om wettelijke en administratieve bepalingen te treffen tot verzekering van een zoo wenschelijk algemeen gezondheidsstelsel, wordt de exploitatie van onze bronnen van mineraal en thermaal water met groote gevaren bedreigd.

De bronnen, toebehoorende aan de stad Spa, waarvan de Staat de kosten van de opvangingswerken heeft op zich genomen, zijn thans bedreigd door zekere pogingen die een gevaar zijn voor, of een nadeeligen invloed kunnen uitoefenen op eene onderneming die van het grootste belang is voor de welvaart van onze beroemde badstad.

Bij monde van zijn voorzitter, deelt de Hoogere Gezondheidsraad ons mede dat de geneesheeren van Spa erg verontrust zijn, en dat de Regeeringscommissie, na op het gevaar gewezen te hebben, met angst er op wacht dat er onverwijld gevolg gegeven worde aan de beschermingsmaatregelen hier aan den wetgever voorgesteld.

De Koninklijke Academie voor geneeskunde heeft ons officieel den wensch medegedeeld, dien zij eenparig heeft aangenomen op hare vergadering van

31 Mei 1924, om het wetsontwerp te steunen. « Zij heeft nogmaals den nadruk gelegd op de gevaren die de bronnen van Spa bedreigen tengevolge van de tegenwoordige ontoereikende beschermingsmaatregelen. »

Zooals de Memorie van Toelichting het zegt, werd tot nog toe alleen de minerale bron « Pouhon Pierre le Grand » door een wettelijken maatregel beschermd. Krachtens eene wet van 31 Juli 1889, wordt zij beschouwd als zijnde van openbaar nut en wordt zij binnen een bepaalden omtrek beschermd.

Voor al de andere minerale bronnen van België, bestaat er geene enkele wetsbepaling krachtens welke men zich kan verzetten tegen de eigenaars van de gronden onder dewelke zij doorloopen.

De slecht begrepen particuliere belangen kunnen aldus den waterrijkdom, die een deel is van den nationalen rijkdom, in gevaar brengen.

* *

De Regeering heeft dus gemeend inderhaast te moeten optreden. Zij heeft nochtans de beschermingsmaatregelen, die zij ons vraagt goed te keuren, niet willen beperken tot de waters van Spa alleen. Zij vraagt ze uit te breiden tot de minerale en thermale bronnen toebehoorende aan den Staat, de provinciën, de gemeenten en de vereenigingen van gemeenten.

In haar ontwerp zijn grootendeels overgenomen de bepalingen voorzien in de artikelen 14 tot 20 van het ontwerp van gezondheidswet, achtereenvolgens ingediend eerst door Minister Berryer in 1911, daarna in November 1912. Dit werk van samenvatting had voor doel den goeden gezondheidstoestand te verzekeren van het land, door eene samenwerking van het Hoofdbestuur, de plaatselijke besturen, de vereenigingen en de particulieren voor de bevordering der volksgezondheid. Eene bijzondere Commissie van de Kamer wijdde aan deze studie twaalf drukke zittingen; over hare werkzaamheden werd een merkwaardig verslag uitgebracht door den heer Auguste Melot, ingediend op 5 Mei 1914.

Sedert dien echter is dit gezondheidswetboek, zoo goed voorbereid, vervallen, en heeft nog niet de hindernis kunnen overschrijden, die zoo ongelukkiglijk in den weg ligt voor een nieuw en definitief onderzoek.

Het is dus, bij gebrek aan beters, een klein hoofdstuk van het groote werk dat zij u vragen goed te keuren.

Het ontwerp op zich zelf vraagt niet veel toelichting.

De Regeering, op eensluidend advies van de Academie voor Geneeskunde, zal het openbaar nut van de bronnen verklaren, en ze beschermen.

Deze bescherming zal doelmatig zijn over een omtrek bepaald bij Koninklijk besluit, na het vervullen van ernstige voorschriften van publiciteit, onderzoek, advies van de Bestendige Deputatie, verhaal, enz., zooals in zake onteigening.

Over de bijzondere bepalingen, opgenomen onder de artikelen der wet, werden door de Middenafdeeling geene aanmerkingen gemaakt.

Zij verzoekt u dus, onder voorbehoud van de opmerkingen en wenschen hooger uitgedrukt, het wetsontwerp, zooals het u wordt voorgelegd, goed te keuren.

De Voorzitter-Verslaggever,

FERNAND GOLENVAUX.